

• Alexandre Pajon, Maître de conférences à Science Po, Paris

LA COOPÉRATION FRANCO-ALLEMANDE EN MATIÈRE DE MANUELS SCOLAIRES D'HISTOIRE PEUT-ELLE SERVIR D'EXEMPLE DANS LES BALKANS ?

La réflexion sur les « forces profondes » à l'œuvre dans les relations internationales, chère à Pierre Renouvin, ne fut pas moins importante pour le professeur Jean-Claude Allain¹, qui a grandement servi la cause de la réconciliation franco-allemande et auquel l'auteur doit d'avoir pu participer aux travaux de la commission franco-allemande des manuels scolaires de 1991 à 2002². Les théoriciens des relations internationales comme les politiques sont confrontés à ces phénomènes qui, selon les écoles, peuvent être aussi bien classés dans la psychologie collective que dans les cultures nationales. L'antagonisme franco-allemand a été dépassé au prix d'un travail de réconciliation sans précédent et il paraît bien que le travail sur la mémoire et l'histoire communes a servi à ce rapprochement. Une même conviction préside à l'ensemble de cette démarche : l'enseignement de l'histoire est essentiel dans la construction des représentations que sont les peuples d'eux-mêmes et des autres. La question se pose de savoir si cet aspect du cheminement franco-allemand peut servir d'exemple aux nations balkaniques en quête d'une nouvelle entente. Les informations réunies ici pourront fournir quelques éléments de réponse.

I. Le long cheminement des travaux de la commission franco-allemande

La coopération franco-allemande pour l'étude comparée des manuels d'histoire – (et de géographie, car, en France, cette discipline est enseignée conjointement à l'histoire) – en usage dans les collèges et les lycées des deux pays a débuté dans les années trente et s'est poursuivie jusqu'à la publication d'un manuel d'histoire franco-allemand commun pour les trois dernières classes du lycée entre 2006 et 2009.

L'objectif de cette étude commune d'un vecteur didactique était de contribuer à la réconciliation de deux nations en situation conflictuelle, certes

¹ Disparu en décembre 2008, le professeur Jean-Claude Allain comptait parmi les disciples de Pierre Renouvin et Jean-Baptiste Duroselle.

² Nous reprenons dans cet article nombre d'informations que le professeur Allain, responsable français de la commission depuis 1981, avait réunies et exposées à plusieurs reprises.

aiguë puisqu'elles ont connu trois guerres (1870, 1914, 1939) en soixante-quinze ans, mais d'une ancienneté somme toute limitée dans le temps, comme dans l'espace politique avant l'achèvement de l'unité allemande. Les spécialistes des transferts culturels ont montré combien les univers allemands et français étaient nourris d'échanges permanents³. La fin de la Seconde Guerre mondiale marque aussi celle de ces rapports de force interétatiques ; la construction européenne depuis 1950 l'a confirmé. Cette mutation du caractère fondamental de la relation franco-allemande est assurément décisive pour le développement et pour l'influence probable d'un travail d'historiens sur le contenu des manuels scolaires, en vue d'y rechercher les représentations agressives ou les formulations erronées d'événements du passé, qui entretiendraient dans la conscience des jeunes générations un sentiment explicite ou implicite d'hostilité mutuelle. La coopération bilatérale dans ce domaine pédagogique et scientifique n'est bien qu'une contribution, - nous avons souligné ce terme plus haut -, à une politique générale que, naturellement, ne maîtrisent ni les historiens, ni les professeurs d'histoire et qui conditionne au moins partiellement ses résultats. L'historique, bref, de la Commission franco-allemande le montre.

Quand elle associe en 1981 le Georg-Eckert Institut (GEI) et l'Association des professeurs d'histoire et de géographie (APHG), elle a un passé de plus d'un demi-siècle. Dans la décennie 1920, conjointement à un courant intellectuel et politique, militant pour une paix internationale définitive et incluant donc la France et l'Allemagne, des historiens s'interrogent sur les origines de la Première Guerre mondiale qui vient de s'achever et sur les responsabilités de son déclenchement en 1914. Ce débat, mené en France et en Allemagne, est très perturbé par celui des politiques sur le traité de Versailles et les échanges en étaient rendus difficiles. La première rencontre entre historiens français et allemands n'a lieu qu'en 1928 à Oslo, lors du 6^{ème} congrès international des sciences historiques et il est notable qu'on éluda alors cette question des responsabilités et que l'on se replia sur l'idée d'une révision des manuels scolaires pour en faire disparaître tout ce qui exalte la guerre et peut susciter le mépris ou la haine du voisin. Cette perspective pacifique, qui est vivement appuyée par le syndicat français des instituteurs, est soutenue aussi par la Fondation américaine Carnegie pour la paix. Dans ce sillage fut créée en 1934 une Commission mixte franco-allemande qui se réunit à Paris, en novembre 1935, et rédigea sur l'histoire des relations des deux pays depuis 1789 une série de 39 propositions, sans que toutes aient fait l'unanimité. La conjoncture européenne qui suivit, ne permit pas d'y donner suite avant la fin de la Seconde Guerre mondiale.

Une remarque sur cette amorce de dialogue : le partenaire français était la Société des professeurs d'histoire et de géographie (devenue A.P.H.G), une

³ Les travaux de Michaël Werner et Bernard Espagne ont bien quadrillé ce terrain.

association non officielle, et sa délégation comprenait un professeur de lycée, auteur de manuels (Jules Isaac) et un professeur d'histoire de la Sorbonne (Pierre Renouvin). Le partenaire allemand était représenté par deux professeurs nommés par le gouvernement national-socialiste, donc officiellement mandatés. Cette dissymétrie était peu propice à un débat strictement scientifique surtout dans cette période de crises.

Après la création de la République fédérale d'Allemagne, quatorze rencontres d'historiens français et allemands eurent lieu entre 1950 et 1967 ; on n'y traita pas spécifiquement des manuels mais on put en 1951 reprendre et amender les propositions de 1935 et, en 1965, confronter à un haut niveau scientifique les thèses respectives sur les buts de la Grande Guerre et ses origines, soit, notons le, cinquante ans après son déclenchement. En 1967, une pause fut décidée qui dura jusqu'en 1981, lorsque le Georg Eckert Institut invita l' A.P.H.G à renouer ce dialogue, en le centrant sur l'étude des manuels, qui constituait la mission du G.E.I. Cette coopération académique, sans instructions officielles des États ou des Länder, porta sur l'évaluation comparée des représentations des deux pays dans les manuels traitant de la période 1870 – années 1960 et couvrant donc les phases conflictuelles majeures. Il en résulta un recueil de « *Recommandations* », dont l'édition bilingue fut solennellement rendue publique à Bonn, le 8 novembre 1989, et à Paris, le 22 mai 1990. Ce travail en commun aurait pu rester sans écho officiel mais son opportunité au regard de la politique générale franco-allemande lui permit de recevoir une consécration officielle au *Wissenschaftszentrum*, à Bonn et dans les salons du rectorat de l'Académie de Paris.

Après une session spéciale consacrée en 1989 à la narration de la Révolution française – commémoration du Bicentenaire oblige ! -, la coopération entre le GEI et l'A.P.H.G s'est poursuivie d'abord sur le thème de l'industrialisation, de la désindustrialisation et de la reconversion industrielle aux XIX^e et XX^e siècles, ce qui combinait la contribution des historiens et des géographes, puis sur la présentation de la construction européenne dans les manuels parus depuis 1949, une enquête qui s'est achevée en 2002.

Dans l'ordre pratique du fonctionnement de la Commission, il convient de mentionner quelques caractéristiques.

1. La Commission réunit toujours deux catégories d'enseignants : des professeurs de lycées ou de collèges, qui ont une expérience concrète des manuels, et des professeurs d'universités, spécialisés dans l'histoire d'un ou des deux pays ou dans celle des relations internationales, et qui peuvent faire état de la progression de la recherche sur le thème traité par la commission.

Notons que la permanence, au fil des sessions, dans chaque délégation de quelques membres a assuré la continuité des travaux dans un même esprit et,

nuance qualitative non négligeable, favorisé leur déroulement par la connaissance mutuelle qu'ils avaient de leurs personnalités.

2. La méthode suivie comporte quatre étapes : a/ la délimitation du thème, éventuellement l'établissement d'une grille de lecture, et le choix des manuels à étudier qui, publiés par des éditeurs privés, sont multiples tant en France qu'en Allemagne ; b/ l'audition des rapports préparés par les Allemands sur les manuels français et par les Français sur les manuels allemands, cette *lecture croisée* est tenue pour essentielle ; c/ la discussion sur les convergences, les divergences, les lacunes relevées dans les manuels et sur les points d'histoire délicats à formuler ; d/ la rédaction en commun, à partir des observations précédentes, souvent débattues ensuite, avant leur adoption définitive, au sein de chaque délégation, des « *Recommandations* », rédigées dans les deux langues.

Comme nul n'était employé à plein temps pour ce travail, il fallait compter trois ou quatre ans pour mener à bien une enquête.

3. La Commission qui n'a plus trouvé de stéréotypes nationaux dans la rédaction des manuels, évalue non seulement le récit historique mais aussi les documents, cartes et illustrations qui l'accompagnent, et, éventuellement, la pertinence des questions posées à l'élève. Elle souhaite une continuité historique pour une meilleure compréhension du présent des deux pays, ce que ne permettent pas toujours les programmes d'enseignement nationaux (France), régionaux (Allemagne). Elle estime utile la mention d'un petit nombre de personnalités nationales qui ont marqué leur période ainsi que l'explication de concepts inhérents à chaque culture et donc étrangers à l'environnement des élèves de l'autre culture (ex. : la laïcité française, l'organisation fédérale allemande).

4. Les « *Recommandations* », comme leur nom l'indique, ne prétendent pas être des directives mais des souhaits d'aménagement pédagogique que, du point de vue scientifique, la Commission formule à l'attention des auteurs de manuels, des directeurs de collections et des éditeurs pour leurs rééditions ou nouvelles éditions. Ils sont ainsi les destinataires de cette « information » tout comme les autorités administratives qui gèrent l'enseignement de l'histoire et, dans le cadre franco-allemand, les instances appropriées de la Grande Commission franco-allemande.

II. L'accélération politique : l'édition d'un manuel d'histoire franco-allemand en 2006

Au temps des recommandations succéda celui de l'édition d'un manuel. Et la chronologie des événements fait bien apparaître la forte volonté politique.

Le 23 janvier 2003, à l'occasion du 40^e anniversaire du traité de l'Elysée, le parlement franco-allemand des jeunes propose au chancelier fédéral Gerhard Schröder et au président Jacques Chirac la réalisation d'un manuel d'histoire franco-allemand en trois volumes au contenu identique pour les deux pays afin d'approfondir la compréhension mutuelle. Lors du Conseil des ministres franco-allemand qui s'est tenu à Paris le 13 mai 2004, les deux parties ont réaffirmé une volonté commune de voir aboutir ce projet, ont précisé les modalités de sa réalisation et ont confié la rédaction d'un cahier des charges à un groupe de pilotage bilatéral franco-allemand. Du côté allemand on retrouvait l'équipe réunie par le Georg-Eckert Institut, du côté français, l'Inspection générale d'histoire composa une toute nouvelle équipe, menée par un enseignant déjà auteur de manuels, M. Le Quintrec.

Le cahier des charges élaboré par le groupe de pilotage a été remis à l'ensemble des éditeurs français et allemands le 27 octobre 2004, par le Ministère de l'éducation nationale du côté français et le Ministère des Affaires étrangères du côté allemand. Un point capital : le projet devait être porté par un tandem d'éditeurs franco-allemand. Ce cahier des charges était accompagné d'un appel à manifestation d'intérêt. Klett et Nathan y ont répondu favorablement et ont participé aux réunions préparatoires qui se sont tenues à Berlin en Janvier 2005 et à Paris le 8 mars 2005. A l'issue de ces réunions, Klett et Nathan, assurés de la contribution des Ministères français et allemand à la promotion des ouvrages, ont confirmé leur engagement. Avec ce manuel, il s'agit de présenter aux lycéens français et allemands leur héritage historique commun et la nécessité d'une construction commune de l'avenir. Croiser les regards, non seulement sur un héritage historique commun, sur une histoire sinon commune, du moins, à plusieurs reprises, étroitement mêlée. Et aussi, regards croisés, regards multi perspectives sur les thèmes importants de l'histoire du monde.

Ce premier manuel de Terminale traite de l'histoire récente, de 1945 à nos jours. Le deuxième ouvrage, manuel pour la classe de Première, a été publié en 2008, il est consacré à la période 1850-1945 ; on attend maintenant un manuel pour la classe de Seconde qui portera sur les grands moments fondateurs de l'Europe de l'Antiquité à la Révolution française. Chacun des manuels existe en deux versions, allemande et française, avec des contenus et une présentation identiques. Ils sont destinés aux élèves des classes de lycées en France et aux élèves des trois années de la *gymnasiale Oberstufe* en Allemagne.

La réalisation de ces manuels fut confiée à une équipe d'auteurs franco-allemande, tous historiens et enseignants. Chaque chapitre fut rédigé par un binôme d'auteurs (un auteur allemand et un auteur français).

Le contenu des trois volumes

1. Le concept didactique

- Les deux versions, élaborées par une équipe d'auteurs commune, sont identiques tant pour le contenu que pour la présentation (maquette, couverture, textes d'auteur, documents, appareil pédagogique, etc.).

- Primauté accordée aux documents : iconographies, cartes, sources historiques. Les sources sont choisies en fonction de leur caractère représentatif et exemplaires, et en privilégiant les documents allemands et français. Certains documents-clés sont traités dans la langue d'origine afin de permettre un contact direct.

2. Les sommaires

Les trois manuels traitent prioritairement de l'histoire européenne mais en intégrant les thèmes les plus importants de l'histoire mondiale. Les sujets sont traités du point de vue de l'Allemagne et de la France. Par conséquent, il ne s'agit aucunement d'un livre sur les relations franco allemandes. Elles prédominent lorsqu'elles ont joué un rôle significatif dans l'histoire européenne.

L'éditeur précise que « cet ouvrage aidera à mieux percevoir les évolutions historiques communes et diverses de nos deux pays, et facilitera un changement de perspective »⁴.

Le livre a été une réussite commerciale en France. Mis en vente à 26€ il a été déjà vendu à plus de 25 000 exemplaires la première année. L'éditeur en a expédié 15 000 aux enseignants d'histoire-géographie des lycées de métropole ; 1750 ont été envoyés dans la cinquantaine d'établissement scolaires du réseau français en Europe. La version allemande du premier volume a été disponible en septembre 2006 et a eu aussi un accueil très favorable. Il est vrai que les manuels d'histoire y sont plus « vieux jeu » qu'en France et que le livre est attrayant.

Les *Recommandations* de 1988 avaient justifié de l'intérêt, mais le manuel suscita pour sa part une curiosité rare et son lancement a correspondu à une opération de communication à la fois politique et commerciale. Le lancement officiel eut le 4 mai 2006 à Péronne, au Mémorial de la Grande Guerre, en présence d'élèves deux pays. Cependant l'initiative des deux gouvernements et l'ouvrage lui-même a justifié un débat au sein l'association des professeurs d'histoire-géographie. Dans la continuité des discussions sur la façon dont des gouvernements, des représentations nationales fixent ce qui doit être ou non

⁴ Pour plus d'informations sur les sommaires se reporter au site des éditions Klett <http://www.klett-verlag.de/dfgb/>

enseignés (loi Gayssot, loi Taubira) certains ont vu une intrusion insupportable du politique dans l'enseignement de l'histoire. Nous noterons que le fait que le manuel fût une commande politique n'en faisait cependant pas un « petit Lavisse franco-allemand » ni un instrument de propagande européenne. En la matière ce manuel n'est pas si différent de celui publié pour le seul public français chez Nathan et déjà coordonné par M. Le Quintrec. Il est doit être enfin noter qu'il n'y a pas en France ou en Allemagne de manuel officiel. Aussi ce manuel franco-allemand est resté un manuel parmi d'autres et n'est employé que par une infime minorité des élèves des deux pays.

III. L'expérience franco-allemande est-elle reproductible ?

III.1. Le triangle de Weimar

Dès 1972, sur une initiative de l'Unesco, une commission historique germano-polonaise avait été instituée pour favoriser un dialogue et tenter de favoriser un rapprochement des lectures de l'histoire conflictuelle des relations des deux pays⁵. L'écriture des manuels scolaires ne pouvait pas manquer d'être abordée. Cette commission fut d'abord surtout « institutionnelle » mais elle produisit aussi des textes sources de débats dans les deux pays⁶. Pour intensifier ces travaux l'exemplarité de la démarche franco-allemande fut très vite invoquée. La chute du Mur accéléra le processus. Pour sortir d'un tête-à-tête délicat et prendre appui la réconciliation franco-allemande, fut constitué, en 1991, le Triangle de Weimar. Initiative des ministres des affaires étrangères des trois pays, ce Triangle n'a pas cessé depuis de favoriser des initiatives de rapprochement entre gouvernements, collectivités territoriales, universités, associations et institutions culturelles. L'Office franco-allemand pour la Jeunesse a son pendant germano-polonais et l'on a assisté à un développement de rencontres trilatérales des jeunes. Dans ce contexte, le 27 septembre 1996, il fut décidé par Rudolf von Thadden, alors responsable avec Brigitte Sauzay de l'institut Berlin-Brandebourg de Genshagen de réunir des représentants des commissions franco-allemande et germano-polonaise devant des enseignants du Brandebourg pour favoriser un rapprochement. Cet épisode mineur illustre cependant bien comment peut fonctionner, ou non, l'exportation d'une pratique. Le professeur Marian Wojciechowski fit une présentation succincte des travaux de la Commission germano-polonaise et j'intervins moi-même sur l'histoire de la Commission franco-allemande. Le professeur Rainer Riemenschneider fit une

⁵ Voir le site du Georg-Eckert Institut : <http://www.gei.de/index.php?id=57&L=0>

⁶ *Empfehlungen für die Schulbücher der Geschichte und Geographie in der Bundesrepublik Deutschland und in der Volksrepublik Polen*, ed. Georg-Eckert-Inst, réed. 1995, 48p.

communication riche et précise sur la comparaison des deux commissions. Des discussions et deux tables-rondes suivirent. Il n'en sortit pas de véritable relevé de conclusions. Il y eut échanges sur plusieurs plans (confrontation des objectifs, des pratiques et des moyens) qu'alimentèrent les contributions de Mme Jeannie Beauvois, à partir de sa thèse, sur les stéréotypes dans les manuels français et allemands avant 1960 et de Berit Pleitner, plus concrète sur la présence de la Pologne dans les manuels français et allemands.

Les débats eurent lieu devant de faibles effectifs d'enseignants du Brandebourg et une attitude désabusée était notable chez eux qui venaient de connaître avec l'unification allemande un changement complet de paradigme.

L'autre enseignement porta plutôt sur la perception du travail des commissions mixtes de comparaison des manuels scolaires. Ce qu'une trop grande proximité ne permet pas toujours de mesurer fut visible à Potsdam. La coopération entre les enseignants allemands et français apparut dans toute sa rareté et sa nécessité. Le travail que ces équipes ont mené depuis 1950, et surtout après 1981, était concret, à la fois lié à la pratique scolaire et aux développements de l'historiographie.

L'élaboration des recommandations, dans le style de celles de 1988, dépassait le simple inventaire de vœux pieux⁷. Elle était le résultat d'un dialogue où l'on ne raisonne plus d'une manière défensive, mais pour construire en commun une pratique démocratique de l'enseignement de nos disciplines dans le secondaire. La confrontation fut historiographique, scientifique ; elle opposa alors moins des perspectives nationales que des concepts, des méthodes, des écoles. Les Allemands et les Français pouvaient y arriver parce qu'ils s'étaient livrés sur leur propre passé à des exercices d'analyse critique approfondie. La traque des préjugés et stéréotypes ne peut être menée à bien que si l'on a une distance suffisante par rapport à l'impensé de la conscience nationale. Dans la dernière étape des travaux de la Commission franco-allemande, après 1992-1993, on en était arrivé à des discussions d'une autre nature. L'objet initial des discussions avait perdu sa raison d'être, il n'était plus guère question de stéréotypes dans les manuels. Ce que l'on comparait et discutait c'était les choix faits en matière de programme, de méthode. On était à la lisière du didactique et de l'épistémologie de nos disciplines.

⁷ *La France et l'Allemagne. Espace et histoire contemporaine*, ed. Georg Eckert Institut et A.P.H.G, Frankfurt a/M, 1988, 176p.

Par comparaison le travail avec des historiens, des enseignants, de pays n'ayant pas pu mener à bien ce travail sur leur propre histoire était beaucoup plus délicat. Certes la commission germano-polonaise se réunissait, mais nous n'eûmes pas la sensation d'une complicité entre partenaires comparable à celle que nous connaissions entre Allemands et Français. Nous fûmes, à Genshagen, témoins de débats qui nous dépassaient. Nous ne pouvions tolérer certaines propositions erronées, certains discours pétris de bonne conscience nationale émanant d'universitaires polonais prêchant *pro domo*. Mais nous ne pouvions pas davantage nous poser en donneurs de leçons. La seule possibilité qui nous fut offerte fut de montrer que nous osions nous remettre en cause, qu'il n'est pas de tabou : ni Vichy, ni l'Algérie n'étaient alors tus dans nos manuels. A l'issue de ce séminaire nous mesurions l'ampleur du travail à mener. Ce fut un dialogue de sourds polis. Le rapprochement des deux commissions ne fut pas davantage poussé même si le Georg-Eckert Institut pouvait assurer le lien entre les deux expériences.

Cet exemple permet de souligner que la volonté politique ne suffisait pas. Des colloques internationaux de scientifiques devaient favoriser l'enseignement supérieur et la recherche dans les pays concernés pour appuyer le travail des commissions mixtes du secondaire ; il fallait un *aggiornamento* des universités à peine sorties du carcan stalinien. Aujourd'hui, après plus de trente-trois rencontres, la Commission germano-polonaise semble avoir atteint une maturité comparable à celle atteinte dans la relation franco-allemande. De nombreux textes ont été publiés et il n'est plus question de régler les différends historiographiques sur les responsabilités passées mais de coopérer en matière didactique entre voisins européens confrontés aux mêmes défis.

Le Conseil de l'Europe s'empara aussi de cette question et élaborait des rencontres, des publications pour lutter contre les stéréotypes⁸ ; les aspects historiques furent inclus dans la compréhension interculturelle. L'Association des Professeurs d'Histoire-Géographie fut de la même façon associée avec le Georg-Eckert Institut à des missions et à des rencontres entre Coréens et Japonais. Ce terrain est trop vaste pour être parcouru ici. Nous nous attarderons plutôt sur les tentatives pour les reproduire dans le contexte gréco-turc.

⁸ Le projet du Conseil de la Coopération culturelle (CDCC) du Conseil de l'Europe «Apprendre et enseigner l'histoire de l'Europe du 20^e siècle» débuta en 1998 ; la Conférence finale sur le thème «Regards croisés sur le 20^e siècle» se tint en 2001.

III.2. Quelles solutions pour les relations gréco-turques ?

L'objectif d'une réconciliation gréco-turque par un apurement des comptes laissés ouverts par l'histoire a d'abord été poursuivi dans un cadre bilatéral mais a trouvé ses développements les plus significatifs dans le cadre multilatéral balkanique. Georges Papandreou, quand il était ministre des Affaires étrangères, entre 1997 et 1999, favorisa l'installation d'un groupe de travail gréco-turc mais ses successeurs ne le firent pas vivre et ce fut la Fondation Andreas Papandreou, structure proche du PASOK, qui alimenta des rencontres à partir de cette thématique. La rédaction de nouveaux manuels d'histoire en Grèce entre 2003 et 2005 ne s'appuya donc pas sur des recommandations officielles. Cependant un travail de fond avait été entamé en 1997 par le Centre pour la démocratie et la réconciliation dans l'Europe du Sud-Est.

En 1999, il fut décidé de distinguer la réflexion universitaire de l'étude des manuels scolaires, qui revint à un groupe de travail mené par Christina Koulouri, avec comme vice-présidents Dubravka Stojanovic ; il fut aussi décidé de créer un comité dans chaque pays pour défendre les recommandations qu'il produirait. Le rôle de Christina Koulouri fut central, formée à la Sorbonne et au fait des pratiques franco-allemandes, elle s'appuya sur les pratiques de la commission franco-allemande en les adaptant.

L'objectif du groupe de travail était ainsi résumé : « [it] is not about replacing an accurate picture of the past with one that is less accurate but more friendly to traditional adversaries. Nor is it about replacing an inaccurate picture of the past hostile to other countries with an equally inaccurate picture of the past friendly to them. In short, it is not an exercise in “prettifying history” (the phrase is Professor Berktaý's). The commitment to truth comes above all else but it is combined with an acknowledgement that whereas particular events may be established or disproven, they will always be room for differences in the interpretation of whatever has in fact occurred. Hence, to learn historical method, one must acquire both a respect for the rigour necessary to establish truth and the combination of sympathy and subtlety required to appreciate but also critically to evaluate differing interpretations of events »⁹ .

Christina Koulouri mit bien évidence que la présentation des histoires dans les manuels nationaux était neutre, politiquement correcte, avec un même silence sur l'histoire des Balkans et surtout que les manuels partageaient une même

⁹ Ed. Christina KOULOURI, *Teaching the History of Southeastern Europe*, Center for Democracy and Reconciliation in Southeast Europe, Southeast European Joint History Project (history Education Committee), Thessaloniki, 2001, 112p. Citation p. 10.
Center for Democracy and Reconciliation in Southeast Europe, CDRSEE, *Clio in the Balkans. The Politics of History Education*. Thessaloniki, 2002, 550 p.

façon de dire l'histoire : « This matrix consists of a superiority/inferiority complex and a tendency of victimization of one's people »¹⁰. Très précis ce travail a permis au concept d'une communauté balkanique de voir le jour pour contrebalancer des nouveaux nationalismes, il fut question dans des milieux intellectuels et politiques de promouvoir une « histoire commune de la région ».

En septembre 2003 et 2004, les Instituts Goethe et français d'Athènes organisèrent en partenariat avec la Fondation Andreas Papandreou deux séminaires réunissant aussi des Grecs et des Turcs autour de ces questions de lutte contre les stéréotypes et d'écriture des manuels scolaires ; Christina Koulouri assurait la coordination scientifique. Des membres de la commission franco-allemande se déplacèrent et ainsi il fut possible de mesurer la convergence des démarches. La question paraissait encore trop sensible à certains universitaires de lettres grecs mais les historiens, les politologues et sociologues étaient très impliqués. Parmi les conclusions relevées à la fin de ces journées, il fut retenu que l'essentiel se jouait certes dans la rédaction de nouveaux manuels, mais maintenant surtout dans la formation initiale des maîtres et les rencontres de jeunes. Le relevé de conclusions permit de dégager trois axes de coopération pour l'avenir : la constitution d'un réseau des historiens des pays concernés, la mise en place de rencontre de spécialistes et de formateurs pour proposer des stages de formations initiale ou continue sur ces questions et enfin organiser des rencontres de jeunes sur le modèle expérimenté par l'OFAJ. Depuis ces projets n'ont pas cessé de se développer. Mais nul ne pense nécessaire de proposer un manuel commun.

Conclusions :

Les procédures de discussion et d'édition d'un manuel franco-allemand sont donc très liées au cadre d'une relation bilatérale, marquée, hier comme aujourd'hui, d'une historicité spécifique ; elles confirment le caractère particulier de la démarche des historiens et des enseignants français et allemands pour contribuer à l'établissement de perceptions apaisées, puis pacifiques, dans la mentalité collective des jeunes générations. De surcroît d'autres actions ont aussi contribué au rapprochement franco-allemand, telles que la création d'un Office franco-allemand pour la Jeunesse qui depuis 1963 a permis à plus de huit millions de personnes de se rencontrer, la mise en place de lycées et d'un baccalauréat franco-allemands, d'une université, d'une chaîne de télévision franco-allemandes.

Cette facette de la coopération franco-allemande, qu'on s'accorde généralement à considérer comme une réalisation positive, n'a pas été un

¹⁰ Christina KOULOURI, *ibidem*, p.20.

« modèle » abstrait, au sens théorique et normatif du terme et donc reproductible à volonté pour une autre relation bilatérale, mais un exemple concret de réponse à une situation géopolitique spécifique. Tout au plus, dans un cadre analogue mais d'une historicité différente, certaines pratiques du traitement de l'enjeu commun, les manuels d'histoire, ont-elles été susceptibles d'en inspirer de semblables. Enfin « sa portée est à long terme : il s'agit d'améliorer les *relations profondes* entre deux pays par la diffusion d'un *enseignement raisonné de leur histoire, nationale et commune* ; dans ce domaine particulier mais essentiel, ce travail n'est qu'une contribution à une politique générale des gouvernements *orientée dans la même direction* ¹¹ ». Les expériences germano-polonaises, gréco-turques et balkaniques ont montré comment d'autres voies peuvent être explorées, avec succès, à partir de cet exemple franco-allemand.

¹¹ Conclusions du symposium 13 et 14 novembre 2001, *Sharing the Burden of the Past. Legacies of War in Europe, America and Asia*, Edited by Andrew Horvat and Gebhard Hielscher, The Asia Foundation, Friedrich-Ebert Stiftung, Tokyo, 2003.